

Françoise Raison-Jourde et Gérard Roy, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, coll. Hommes et sociétés, 2010, 490 p.

Solofo Randrianja, Université de Toamasina, Madagascar

Coécrit par Françoise Raison-Jourde, Gérard Roy et (en retrait par modestie) Lucile Jacquier Dubourdieu, l'ouvrage traite de l'histoire politique de Madagascar des quinze premières années de l'indépendance, témoin de la véritable tentative de mise en place d'une souveraineté nationale si ce n'est authentique du moins effective dans les limites imposées par le monde moderne.

Dense par les informations fournies (dont au moins une inédite !) et par les questions soulevées, l'ouvrage tente de restituer la quête de l'essence citoyenne de cette souveraineté qui prime sur l'incorruptible décorum nationaliste. Ce faisant, il met le doigt sur les paradoxes d'une société cloisonnée au delà de ce qu'une sensibilité républicaine allochtone peut supporter. Les précautions oratoires sur l'extranéité des auteurs dans la conclusion sont révélatrices du projet. Mais le regard extérieur, particulièrement celui de l'« étrangère intime », est attendu par les insulaires et les assimilés. Ce perpétuel jeu de miroirs se joue entre les uns et les autres depuis Flacourt (1607-1660), et même la globalisation a du mal à le réduire !

« L'histoire malgache par le bas », projet du livre, souhaite y lier la paysannerie et ne concède qu'un chapitre à la première « République revisitée » et à son bouvier de Président. Elle est en fait structurée autour des soubresauts caractérisant les années qui font immédiatement suite à une « indépendance » imprégnée par une « présence française ... envahissante et abusive » (p 9).

En dépit de cette promesse, trois figures étatiques principales sont présentées comme les acteurs incontournables sinon principaux de la quête: le colonel Ratsimandrava, éphémère chef de l'Etat et maître d'œuvre de la répression dans le Sud en 1971 (plusieurs milliers de morts !), Ratsiraka, à la tête de l'Etat pendant près d'un quart de siècle et chassé du pouvoir par deux fois (plusieurs milliers de morts ?) et Monja Jaona, dirigeant d'un parti nationaliste devenu Conseiller Suprême de la Révolution au moment de la première vague de démocratisation, après avoir conduit en 1971 ses partisans vers une insurrection sans perspective et à l'issue tragique prévisible.

S'adjoignent à eux, les coopérants français, les intellectuels malgaches et la paysannerie. Evoqués à travers leur rôle de vecteurs de certaines valeurs de mai 1968 dans un contexte néocolonialiste, (l'occultation de la question du genre et de la sexualité, pourtant emblématique de mai 68 et de mai 72, relève-t-elle de l'inconscient ou du tabou ?), les premiers

enrichissent ils la quête des intellectuels malgaches soucieux du devenir de leur société et de la place qu'ils y occupent (beaucoup deviendront des politiques de la période socialiste) ? Et au bout de cette chaîne se trouve la nébuleuse paysannerie, plus de 80% des 8 millions de Malgaches de l'époque. Absente et présente à la fois, cette dernière est victime (une fois de plus) de son hétérogénéité, car comment appréhender comme un tout le Tandroy migrant, l'agriculteur betsileo, le pêcheur vezo pour n'évoquer que ceux qui se prêtent le plus aux clichés chers aux anthropologues. Le casse tête ne fut pas seulement celui des Monja Jaona et autres Ratsimandava.

En tous les cas, la fine analyse des interactions entre les uns et les autres restitue de manière convaincante leurs interrogations. Celles ci politisent progressivement cette période dès la cinquième année de l'indépendance pour aboutir aux mouvements du début des années 70. La fin peu glorieuse de la Première République laisse la place à cinq années de transition à l'issue desquelles émergea un régime socialiste qui mit du temps à dépasser à la différence des illusions des intellectuels des années 70. Il succombera à la vague de démocratisation des années 90.

Ces cinq années de confusion et de prédilection pour les politiciens de tous bords furent aussi celles qui virent toutes les couches de la société prendre part d'une manière ou d'une autre aux débats citoyens. Le *Zaika be* de 1972 tout comme les tournées paysannes de Ratsimandrava furent autant de points d'orgue des prises de parole de sections de la société généralement réduites au silence. Par touches successives quasi impressionnistes, l'ouvrage rend remarquablement justice à l'atmosphère qui caractérise cette période et en divers milieux.

C'est dans ce cadre que se situe la tentative de restitution du rôle de la paysannerie ou plutôt de sa place. La majorité des 8 millions de Malgaches de l'époque étaient des ruraux illettrés. Ils ne purent donc laisser des traces qu'à travers des porte-paroles plus ou moins attirés. Ce n'est pas là le moindre des paradoxes de cette histoire par le bas.

En effet l'histoire contemporaine se caractérise par la surabondance des sources en particulier celles produites par le bas or la liste des archives et des collections de journaux consultés est des plus classiques. Le journal du MFM (le parti des prolétaires), pur produit de ces années 70, *Ndao* (dont une collection conséquente est consultable à la Bibliothèque nationale) n'a pas bénéficié du sort qu'il mérite. Par ailleurs, les personnes interviewées sont pour une bonne partie des gens du haut, en tous les cas si l'on se réfère à la liste située à la fin de l'ouvrage, liste qui ne rend pas justice aux chapitres de G Roy consacrés aux paysans du Vakinankaratra. Le chapitre 2 se référant aux cahiers de doléances conforte d'ailleurs l'idée de la prééminence des porte-paroles et des intermédiaires.

En fait de paysannerie, ne s'agirait il pas là plutôt de la vision que différents acteurs en ont eu. Comme sous d'autres cieux, elle est « incapturée ». Les photos sont parlantes, la seule qui montre le paysan en action est celle

du Général Ravelomanga vêtu d'un pagne et sorti de prison pour interrogatoire ! Sur les autres, ils sont soit en posture anthropologique soit spectateurs ou encore membres d'une assistance à l'écoute de discours officiels.

Est-il si cloisonné qu'une approche holistique du monde rural malgache n'est pas possible ? L'uniformité des réactions des subalternes du monde rural aux grands changements qui affectent le pays, comme les actuels vols d'ossement humains, n'est pas une donnée récente.

De même la tentative de restitution de la place de paysannerie dans la vie politique semble avoir obéré la compréhension d'un phénomène majeur qui caractérise les années 70, la prétorianisation de la vie politique pour plusieurs décennies. En effet le colonel Ratsimandrava se mue en héros d'une saga alors qu'il n'est qu'un des épisodes de cette militarisation achevée sous Ratsiraka.

Dans la même veine, l'origine paysanne de Monja Jaona ne peut le transformer en ce qu'il n'est pas. Sa trajectoire n'est pas fondamentalement différente de nombre d'éléments de sa génération entrés en politique, tels Jacques Rabemananjara, (né en 1913) ou Alexis Bezaka (né en 1921) : scolarisation tardive, soutien d'un mécène providentiel, passage par le séminaire, confrontation avec le mode colonial, emprisonnement, etc.....

Assimiler Monja Jaona comme Ratsimandrava au monde de l'en bas sous le prétexte que l'un fut côtier et l'autre *mainity* interpelle sur l'une des particularités des années 70 : le paradigme révolutionnaire. Avril 71 comme mai 72 reposent sur la foi qu'un bouleversement social rapide est possible, avec comme préalable l'existence d'un dirigeant charismatique. Or 60 ans de colonisation prolongée par 10 ans de néocolonialisme n'ont que peu altéré ces « prisons de longue durée » dont le cloisonnement social, impossible pour un individu à transcender, fut-il un héros, à moins d'être un monarque c'est à dire bénéficiant d'un appareil de légitimation autrement plus sophistiqué. Un renversement des rôles, par mai 68 et son avatar urbain malgache interposés est à la source de la gouvernance schizophrénique. Implicitement mise à l'index dans différentes parties du livre, celle-ci, depuis la période coloniale résulte de l'impossibilité de concilier *Fanjakana* (les valeurs fondant le désir de vivre en commun) et *fitondrana* (ce qu'en font les élites). Telle est l'équation à résoudre par la quête citoyenne.

Cette dernière doit passer, à l'instar des exemples asiatiques, par la confrontation de l'histoire politique insulaire et de ses modes de régulation institutionnalisés pré coloniaux avec la modernité occidentale (et d'ailleurs) pour produire des modes de légitimation du pouvoir.

Il est des démocraties dans d'autres parties du monde, reconnues comme telles, qui s'accommodent de ces cloisonnements de facture multi-séculaire tout en assurant le bien être de leurs populations.